Hezbollah et Israël : aux sources du conflit

Article de Georges Corm paru sur le site du Réseau Voltaire en octobre 2006.

L'auteur est consultant économique et historien, ancien ministre des Finances du Liban (1998-2000). Il enseigne la coopération économique internationale et les finances publiques à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

Pour G. Corm, l'offensive israélienne de l'été 2006 n'a rien à voir avec la défense d'un État, mais correspond à une expansion coloniale. Selon lui, « il apparaît de plus en plus que les États-Unis et Israël servent de polarisateurs à un regain de visées hégémoniques et autoritaires dans le monde, voir même de type fasciste ».

La crise actuelle qui a entraîné le Liban à nouveau dans un cycle de violences et de destructions peu communes ne peut se comprendre que si son analyse est élargie au double contexte historique et régional. Se contenter de l'analyse faite par les États-Unis, Israël et le Royaume-Uni ou d'autres pays européens qui sympathisent avec leurs thèses ne permet pas de comprendre les enjeux complexes, ni d'appréhender une solution qui participerait à l'apaisement des tensions régionales majeures qui déchirent le Proche-Orient depuis des décades.

Bien au contraire, la simplification, voir la caricature binaire du conflit comme un affrontement entre des « terroristes » (le Hezbollah) manipulés par « un Axe du Mal » (la Syrie et l'Iran) qui s'oppose aux aspirations démocratiques des peuples de la région que les États-Unis s'efforcent de réaliser, est une recette qui ne peut que mener à la catastrophe dans le futur, même si une stabilisation est

trouvée dans le court terme.

Cette caricature pourtant constitue le cœur de la doctrine israélo-américaine et anglaise sur la crise libanaise et toutes les autres crises et tensions de la région. C'est elle qui structure tous les commentaires et les analyses et les présentations des nouvelles dans les grands médias occidentaux ; elle peut se résumer de la façon suivante en sept points :

> *1. Le Hezbollah est une organisation terroriste, tout comme le Hamas en Palestine,*
>
> *2. Il attaque de façon injustifiée et inadmissible l'État d'Israël,*
>
> *3. Israël est donc dans son bon droit en voulant éradiquer le Hezbollah du Liban, c'est un État qui protège légitimement sa population civile des agressions commises par ce groupe terroriste*
>
> *4. Les victimes civiles libanaises ne sont dues qu'à la lâcheté du Hezbollah qui prend en otage la population civile libanaise et en fait un bouclier humain,*
>
> *5. Sans la Syrie et l'Iran qui lui fournissent armes et financement, le Hezbollah ne pourrait pas exister,*
>
> *6. L'idéologie du Hezbollah est la même que celle du Hamas ou de la nébuleuse des groupes jihadistes que Ben Laden animerait, c'est-à-dire un fascisme islamique redoutable anti-occidental et anti-sémite qui refuse toutes les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme,*
>
> *7. C'est donc une partie d'un ennemi global de l'Occident et de la civilisation qu'il faut extirper du Moyen-Orient pour assurer la paix du monde.*

Le plus consternant dans cette approche est la confusion générale qu'elle sème et les tensions qu'elle fait monter au

Proche-Orient alimentées par l'ampleur et la cruauté des actions de l'armée israélienne qui à le monopole de la violence aérienne qui est exercée sans aucune retenue contre les immeubles d'habitations et les infrastructures civiles et administratives au Liban, comme à Gaza ou en Cisjordanie. Ces images de souffrances indicibles des populations civiles palestiniennes et libanaises, s'ajoutent aux images de souffrances de la population irakienne sous occupation américaine et britannique essentiellement.

La contradiction principale de cette approche réside dans le fait que si la Syrie et l'Iran sont les deux puissances régionales qui manipulent les groupes dits « terroristes », pourquoi martyriser inutilement des populations civiles libanaise et palestiniennes au lieu de s'en prendre directement à ces deux États ? Cette contradiction s'est déjà révélée dans la catastrophe de l'invasion américaine de l'Irak sous prétexte de lutte contre le terrorisme de Ben Laden, alors qu'aucun lien n'a jamais existé entre Ben Laden et le régime irakien.

Après avoir fait supporter à la population civile irakienne 13 ans d'un embargo implacable qui a fait mourir, aux dires des organisations internationales telles que la l'UNICEF ou la FAO ou la Croix Rouge, plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens pauvres, et particulièrement d'enfants, les États-Unis et le Royaume-Uni ont cru bon d'abreuver la population irakienne en 2003 de milliers de tonnes de bombes.

En réalité, le problème se situe au niveau de l'analyse du terrorisme « proche-oriental » par les États-Unis et des conséquences qui en sont tirées sur le plan international. La conception et la doctrine états-uniennes sur le sujet sont claires : le terrorisme est une forme de mal qui n'a de cause ou d'explication que dans l'existence d'une « force du Mal » qui cherche à dominer la « force du Bien » incarnée par les démocraties occidentales. Ces forces terroristes sont une et même force, qu'il s'agisse du Hezbollah au Liban, du Hamas en

Palestine occupée ou des groupes Ben Ladenistes qui opèrent désormais en Irak pour combattre « la force du Bien » , les États-Unis qui y établissent la démocratie.

L'analyse est ici d'une telle pauvreté intellectuelle qu'elle mène directement à des politiques catastrophiques. Pourtant, cette analyse est désormais la doctrine officielle des Nations-Unies qui, dans le document majeur destiné à proposer les lignes d'une réforme de l'institution à l'occasion du sommet des chefs d'État tenu en septembre 2005, considère qu'un seul danger guette l'humanité, celui du terrorisme dit « transnational » (c'est-à-dire « islamique ») qui cherche à mettre la main sur des armes de destruction massives [1].

Aucun des conflits et des situations qui ont entraîné le terrorisme moyen-oriental n'est évoqué ; aucune distinction n'est faite entre la résistance légitime à des occupations et le terrorisme de type classique qui émane de groupes ayant des idéologies de type messianique et nihiliste et qui ont, par ailleurs jalonné l'histoire moderne, notamment le terrorisme russe de la seconde partie du XIXè siècle ou, plus près de nous le terrorisme de groupes marxisants dans les années 60 et 70 du siècle dernier et qui ont affecte l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Amérique latine.

Bien plus, aucune évocation n'est faite de l'instrumentalisation que les États-Unis eux-mêmes ont pratiqué des groupes de jeunes djihadistes arabes anti-soviétiques qu'ils ont soutenu et armés pour lutter contre l'influence grandissante de l'URSS dans le tiers-monde et le développement spectaculaire des partis marxistes et qui sont partis se battre en Afghanistan, puis en Bosnie et qui sont aujourd'hui en Tchétchénie ; ceci, sans parler des religieux en Iran pour contrer la révolution bourgeoises et nationaliste du Premier ministre, Mossadegh, qui avait nationalisé l'industrie du pétrole iranien en 1952, puis pour se substituer au pouvoir défaillant du shah d'Iran en 1979 face au risque d'une prise de pouvoir du parti communiste iranien

et des marxisto-islamiques des Moujahidin Khalq.

Plus grave encore, la doctrine états-uno-israélienne et britannique sur le terrorisme ignore de façon absolue et drastique le fait que l'État d'Israël est en infraction permanente à tous les principes du droit international, des résolutions des Nations Unies qui la concernent et des Conventions de Genève sur les responsabilités de l'occupant, notamment la protection de la population civile, ainsi que l'interdiction de changer la structure démographique d'un territoire occupé, l'interdiction de châtiments collectifs sur la population civile).

Aujourd'hui, lorsqu'Israël, les États-Unis, la France et d'autres pays insistent sur la nécessaire application de la résolution 1559 qui enjoint, entre autres, le gouvernement libanais de désarmer le Hezbollah et les groupes palestiniens encore présents au Liban et de déployer son armée, qui n'a plus guère d'équipement que la FINUL présente au sud du Liban depuis 1978, ils oublient toutes les autres résolutions des Nations Unies concernant l'évacuation par Israël des territoires occupés en 1967 (Gaza et la Cisjordanie, le Golan Syrien, la zone des Fermes de Chébaa à la lisère de la frontière entre Israël, la Syrie et le Liban) et le droit des Palestiniens expulsés ou ayant fui les combats en 148, puis en 1967 à revenir dans leur foyer ou à être indemnisés par l'Etat d'Israël.

Pour ce qui est du Liban, Israël prétend avoir respecté la résolution 425 de 1978 qui lui demandait d'évacuer inconditionnellement le Sud du Liban envahi en mars de cette année là, sous prétexte de la présence de guérilla palestinienne opérant contre le territoire israélien à partir du Liban. Mais Israël oublie de dire que c'est la résistance tenace des militants du Hezbollah qui sont tous jeunes villageois du Sud du Liban qui l'ont obligé après 22 ans d'occupation à se retirer unilatéralement en mai 2000 à quitter ce territoire.

Israël et les États-Unis oublient aussi de dire que c'est l'État d'Israël qui a empêché en 1978 la FINUL de se déployer jusqu'à la frontière de façon à ce que l'occupation de 1000 km2 dans cette région du Liban puisse perdurer.

On peut évidemment être étonné que le Hezbollah après l'évacuation des Israéliens du sud du Liban ait conservé ses armes et n'ait pas immédiatement été intégré à l'armée libanaise. En réalité, plusieurs facteurs ont contribué à convaincre l'armée libanaise et une majeure partie des forces politiques du pays que cette intégration était prématurée.

Parmi ces facteurs :

1. l'absence de garanties pour le Liban que son territoire serait désormais à l'abri d'une nouvelle occupation ou de nouvelles agressions de l'armée israélienne contre le Liban, agressions quasi-quotidiennes depuis 1968, en sus des deux invasions du Liban en 1978 et en 1982 ;

2.de plus, après l'évacuation de 2000, les violations de l'espace aérien et maritime libanais ont été permanentes ;

3. de plus, l'État d'Israël a maintenu de très nombreux prisonniers libanais en Israël.

4. Enfin, ce dernier a refusé de reconnaître que le territoire des fermes de Chébaa était libanais, avait été occupé après l'invasion du Golan syrien durant le guerre de 1967 et ne relevait donc pas de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, mais bien de la résolution 478 concernant l'évacuation des territoires occupés.
Face à l'armée israélienne, et comme l'ont montré les évènements récents, seule une guérilla bien entraînée et bien aguerrie peut empêcher une nouvelle occupation et non point une armée régulière qui ne dispose d'aucune aviation et d'aucun système de défense antiaérienne. La question des armes du Hezbollah était d'ailleurs en discussion, sous la pression des États-Unis et de la France pour l'application de

la résolution 1559, dans un dialogue national officiel qui tenait des séances régulières, lorsque les évènements dramatiques récents sont arrivés.

Par ailleurs, on peut désapprouver l'étiquette religieuse sous laquelle se bat le Hezbollah, son « extrémisme » ou sa « radicalité », sa rhétorique anti-israélienne ; la réalité est que ce mouvement, tout comme le Hamas, est le successeur des mouvements de libération nationale et de décolonisation. **Le Hezbollah**, à coloration chiite, le Hamas à coloration sunnite, se battent d'abord pour libérer des territoires occupés ; ils sont les **héritiers des Fellaga algériens, du Vietcong vietnamen et de tant d'autres mouvements de libération du tiers monde anti-impérialiste**.

La coloration religieuse de ces deux mouvements provient de la nature même de l'État d'Israël qui se définit lui-même comme État des Juifs et qui occupe et colonise des territoires en infraction aux résolutions des Nations Unies et aux conventions de Genève. L'État d'Israël est soutenu sans réserve par les États-Unis qui se définissent eux aussi comme une « nation de croyants » et, de façon plus générale, par les pays occidentaux qui depuis quelques années se définissent à leur tour comme défendant des valeurs judéo-chrétiennes ; l'ancienne définition de l'Occident comme héritier de la civilisation gréco-romaine a disparu des vocabulaires. On peut donc difficilement critiquer l'étendard idéologique de ces deux mouvements, lorsque l'on constate la disparition mondiale des espaces laïques et la non application du droit international d'inspiration laïque et humaniste par l'Occident lui-même, dès qu'il s'agit du Proche-Orient.

Il est oiseux de discuter sur la responsabilité respective du Hezbollah et d'Israël dans la nouvelle destruction du Liban. La provocation du Hezbollah capturant deux soldats israéliens dans l'espoir de reprendre les négociations sur la libération des prisonniers libanais restant dans les prisons israéliennes

ne permet en aucun cas aux yeux du droit international, en particulier du droit de représailles qui doit être mesuré et proportionnel à l'acte commis, de mettre ainsi le Liban à feu et à sang et sous blocus maritime, aérien et terrestre.

Si l'IRA irlandaise avait enlevée deux soldats britanniques en Irlande du Nord aurait-on accepté que l'Angleterre abreuve l'Irlande du Sud d'un déluge de fer et de feu ? Ou si l'ETA basque avait enlevé ou tué des gendarmes français ou espagnols auraient-on vu l'armée française ou espagnole pilonner de bombes la province basque et y faire des milliers de victimes civiles sous prétexte que les terroristes de l'ETA s'abritent derrière cette population ?

Il est important ici de rappeler qu'un échange de 400 prisonniers libanais dans les prisons israéliennes avait eu lieu en janvier 2004 par l'intermédiaire du gouvernement allemand, suite à l'enlèvement par le Hezbollah d'un homme d'affaires israélien, vraisemblablement membre des services secrets israéliens ; cet échange avait été suspendu par Israël. Le Hezbollah a-t-il cru qu'en capturant deux soldats, il pourrait continuer cet échange ou bien a-t-il voulu soulager la pression sur le gouvernement de l'Autorité Palestinienne dirigée par le Hamas et qui avait fait de même, enlevant un soldat israélien pour obtenir la libération de prisonniers palestiniens en Israël dont le nombre s'élève à 10 000, ou bien encore a-t-il senti que l'étau se refermait sur lui ? Nul ne le saura avec certitude.

L'autre hypothèse, favorisée par les dirigeants occidentaux, est celle d'une opération télécommandée par l'axe Damas-Téhéran ; c'est sûrement la moins plausible. On ne voit pas le Hezbollah qui s'est profondément libanisé depuis une quinzaine d'années, inséré dans le jeu politique libanais, gagné une popularité sans précédent au Liban, mettre en danger son existence même pour les beaux yeux de ces deux puissances régionales. Les combattants de ce parti, on ne le répètera jamais assez, sont des jeunes libanais du sud du Liban qui ont

d’abord dédié leur combat à la libération de leur terre. Le fait que ce combat soit soutenu par l’Iran et la Syrie, voir que l’idéologie du « martyr » soit présente dans le discours du parti, n’enlève rien à cette réalité.

Rappelons-nous ici que les luttes anti-coloniales et anti-impérialistes du tiers monde dans les années 50 et 60 étaient soutenues par l’URSS ou la Chine ou l’Égypte nassérienne ; cela n’enlevait rien à la réalité de l’insertion de ces mouvements dans leur société et la légitimité de leur lutte. La France, au lieu de mettre en cause son propre colonialisme, accusait l’Égypte d’être à l’origine de la rébellion algérienne et a même attaquée l’Égypte en 1956 aux côtés d’Israël et du Royaume-Uni. Les États-Unis ont fait de même au Vietnam, accusant l’URSS de financer et soutenir les combattants du Vietcong. Tous ces mouvements de libération se sentaient d’ailleurs solidaires entre eux et avec les mouvements de guérilla d’Amérique Latine, tout comme aujourd’hui, le Hamas et le Hezbollah ne peuvent que se sentir solidaires de la lutte similaire qu’ils mènent contre un même État qui occupe et colonise. L’opinion dans tous les pays arabes se sent, elle aussi, solidaire du combat anti-israélien mené par ces deux mouvements.

La virulence des réactions israéliennes au « refus » des Arabes de prendre en compte leurs exigences de sécurité et leur « droit à la colonisation », en particulier l’obstination des groupes combattants palestiniens et libanais, les plus directement concernés, a été depuis longtemps analysée par des spécialistes des effets produits par l’Holocauste dans la psychologie des dirigeants israéliens.

Le plus célèbre d’entre eux Raul Hilberg explique comment s’est opéré ce qu’il appelle le « transfert d’hostilité » des Juifs dans leur malheur sur la Grande-Bretagne, alors encore puissance mandataire en Palestine et sur les Arabes. C’est ainsi que les communautés juives survivantes de l’Holocauste en Europe et celle des États-Unis, ainsi que les émigrants en

Palestine, ne pouvant exprimer leur hostilité à l'encontre de tous ceux qui avaient fait et laissé faire le génocide, l'ont transféré un moment sur les Britanniques, puis de plus en plus sur les Palestiniens et les autres peuples arabes environnants [2]

En réalité, aujourd'hui, les pays occidentaux parviennent d'autant plus facilement à se défausser sur le monde arabe et musulman de toute culpabilité dans l'antisémitisme européen et son paroxysme, l'Holocauste, que la théorie de la guerre de civilisation a pris consistance en s'incarnant dans la doctrine de l'ennemi unique de l'Occident que serait le terrorisme islamique. A l'ancien ennemi disparu qui était la subversion communiste alimentée par l'URSS et la Chine, l'Occident s'est trouvé un ennemi nouveau et Israël, dans cette vision, se trouve à la pointe de ce combat de par sa position géographique même.

De plus, cela permet aussi aux pays européens qui ont colonisé l'ensemble du monde musulman dans un passé récent d'effacer toute trace de culpabilité sur les atrocités commises lors de la colonisation.

Face au chaos proche-oriental, l'Europe se félicite d'être enfin en paix et de réaliser progressivement son unité, après des siècles de guerres féroces entre ses nations, qui ont entraîné deux conflits successifs d'envergure mondiale et causé des dizaines de millions de morts. Elle ne réalise pas, cependant, que le vent de folie meurtrière qui va de l'Afghanistan à la Palestine et au Liban, en passant par l'Irak et que son allié américain appelle « guerre de civilisation » n'est, en grande partie, que le sous produit de sa propre histoire.

C'est en effet au Proche-Orient que se manifeste incontestablement la convulsion la plus spectaculaire de cette histoire tragique, due à l'horreur causée par le génocide des communautés juives d'Europe sous le Troisième Reich. Ce

génocide est un point culminant d'un antisémitisme de nature raciste qui a sévi durant tout le XIXè siècle, prenant le relais de l'antijudaïsme de nature théologique prêché durant des siècles par les catholiques et protestants. La Révolution française et le rationalisme déiste de la Philosophie des lumières avaient largement réussi à ouvrir aux juifs une citoyenneté à part entière, notamment en Europe de l'Ouest. Toutefois, le développement en Allemagne des théories linguistiques et racistes opérant une division binaire du monde entre sémites et aryens, avait contribué à réduire cette avancée majeure de la démocratie naissante en Europe.

Ce sont toutes ces données qui expliquent l'anesthésie des consciences européennes, là où ces consciences se sont révoltées comme dans le cas de l'Afrique du Sud, du Timor Oriental et de bien d'autres situations de violation permanente des principes d'humanité [3] Sortir de ce guêpier ne sera guère aisé. Même après la fin du mandat de Georges Bush, il n'est pas sûr que nous ayons un apaisement, car le « nationalisme », voir le fanatisme « civilisationnel » lancé par la politique américaine et repris par beaucoup d'Européens sera d'autant moins facile à apaiser que la rhétorique « islamique » inverse est alimentée par l'expédition malheureuse contre l'Irak, les violences et souffrances sans fin des deux peuples libanais et palestinien, sans parler de la dégradation rapide de la situation en Afghanistan et du déploiement de troupes américaines dans un très grand nombre de pays musulmans, au plus grand mécontentement des sentiments populaires.

L'Union Européenne pourrait certes être plus active et plus dynamique, comme l'y invite son Parlement qui a préconisé à juste titre une application de l'ensemble des résolutions des Nations Unies sur le conflit Israélo-Arabe. Si la « communauté internationale » s'obstine à vouloir faire appliquer ces résolutions, uniquement lorsqu'elles imposent des obligations aux Etats arabes, mais jamais lorsqu'elles en imposent à

l’État d’Israël, comme c’est le cas pour la furie avec laquelle on veut imposer au Liban la mise en œuvre de la résolution 1559, il y a peu de chances de voir une la stabilité et la paix régner dans la région.

On peut d’ailleurs être étonné du contraste entre l’activisme du Conseil de sécurité à l’égard du Liban, et notamment toute la série de résolutions les plus contraignantes prises à la suite de l’assassinat de l’ancien Premier ministre libanais, Rafik Hariri, et son incapacité à faire cesser la mise sous blocus de tout le Liban et le bombardement de ses populations civiles et de son infrastructure. Il est vrai que M. Hariri était « un ami » de l’Occident, alors que le Hezbollah est considéré comme un ennemi, mais est-ce une raison, suffisante pour avoir ainsi deux poids deux mesures dans le traitement de la violence qui frappe aujourd’hui tous les Libanais.

Comme on le voit, le règlement du conflit israélo-arabe exige de renoncer aux simplifications abusives et à la vision binaire et manichéenne du monde qui domine les médias et les cercles dirigeants dans beaucoup de pays occidentaux.
Certes, pour justifier le bain de sang en Palestine et au Liban, on pourra toujours invoquer la nature fanatique de l’Islam, l’absence de traditions démocratiques, la persistance des traditions tribales et communautaires violentes et autres clichés anthropologiques faciles sur l’Orient musulman. On pourra invoquer aussi à loisir la nature machiavélique et éminemment nocive des deux régimes syrien et iranien.

Il n’en reste pas moins, cependant, qu’admettre qu’au nom de la lutte contre le terrorisme on envahisse des pays, les mette sous blocus maritime, aérien et terrestre, terrorise leurs populations civiles par des bombardements aériens massifs, c’est accepter que le « monde civilisé » s’engouffre à nouveau dans une forme de barbarie que l’on croyait disparue.

Plus grave, en faisant de l’État d’Israël, un État hors norme du droit international, ne s’agit-il pas de la résurgence

d’une nouvelle forme de racisme inversé, particulièrement subtile, perverse et dangereuse pour l’avenir ?

Le Proche-Orient continue aujourd’hui de payer les dettes morales des guerres et des violences survenues au sein de l’Europe. Celle-ci peut-elle encore réagir pour arrêter ce nouveau bain de sang, accepter la responsabilité qui est la sienne, dépasser ses traumatismes, retrouver sa culture humaniste et anti-raciste, ouvrant ainsi, enfin, la voie à la paix et la réconciliation avec son Orient proche ?

La Méditerranée pourrait-elle enfin redevenir « notre » mer commune, sans ingérence d’Outre-Atlantique ? Il ne semble pas malheureusement que c’est le cas, dans la mesure où la plupart des gouvernements européens, non seulement se sont alignés sur la politique états-unienne au Proche-Orient, mais certains n’ont pas hésité à déclarer ouvertement, tel le gouvernement allemand, qu’ils envoyaient leurs troupes au Liban, dans le cadre du renforcement de la FINUL prévue par la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l’ONU, pour protéger l’État d’Israël.

De plus, certains dirigeants européens, tel M. Sarkozy, président du principal parti de la majorité parlementaire en France, n’ont pas hésité non plus à faire étalage de leur absence de sympathie pour le Liban dans l’épreuve qu’il a subie au cours de l’été 2006 du fait de l’ampleur de l’agression israélienne et de leur solidarité totale vis-à-vis d’Israël.

En réalité, il apparaît de plus en plus que les États-Unis et Israël servent de polarisateurs à un regain de visées hégémoniques et autoritaires dans le monde, voir même de type fasciste, dont le Proche-Orient fait directement les frais. La tentation pour l’Europe de se joindre à la croisade états-uno-israélienne dans cette région du monde est très forte. Les pays européens, y compris l’Allemagne, ont désormais des contingents armés déployés de l’Afghanistan au Liban, en

passant par les Balkans, l'Irak et les pays de la péninsule Arabique pour des missions dont la nature reste à définir. Au Liban, en tous cas, si ces bataillons s'impliquent dans une chasse au Hezbollah au profit d'Israël, cela ne pourra qu'entraîner de très graves conséquences et achever de déstabiliser le Moyen-Orient.

Georges Corm

[1] Voir Dans une liberté plus grande. Développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous Document A/59/2005 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York.

[2] « La réserve qu'observait la communauté juive à l'égard de l'Allemagne fut remplacée au moins chez les juifs du monde occidental, par des actes de militantisme en faveur d'Israël », écrit cet auteur. « Le déplacement de l'hostilité ne constitue pas une réaction isolée dans les annales du comportement individuel et de masse. C'est une vaste entreprise de « neutralisation » réussie, l'une des plus grandes de l'histoire ». Extrait de l'ouvrage capital de Raul Hilberg, La destruction des Juifs d'Europe, vol. II, pp.905-906, Gallimard, Folio/histoire, Paris, 1991.

[3] C'est cette anesthésie qu'illustre parfaitement bien l'article de Joschka Fischer, « Le mauvais calcul iranien » dans le quotidien français Le Monde du 8 août 2006 où il pratique l'analyse caricaturale de la crise que nous avons exposée dans notre analyse et fait preuve d'une insensibilité totale aux souffrances que l'armée israélienne impose aux civils, Libanais et Palestiniens.